



Panne sèche pour les «cars Macron»

Tout un symbole pour ce secteur libéralisé en 2015. **Des cinq compagnies créées, il n'en reste que deux**, et plutôt chancelantes. Ainsi Blablabus filiale de Blablacar (ex-Ouibus), va délocaliser une quinzaine d'emplois au Maroc.

« *Nous sommes une entreprise qui est en train de mourir. Nous avons été vendus à une start-up qui n'a pas voulu jouer le jeu de l'emploi... En 2015, il y avait entre 300 et 400 salariés en direct chez Ouibus. Nous sommes aujourd'hui 57, et bientôt seulement 42* » accuse un représentant des salariés.

La StartUp nation à l'image de Macron : après destruction des services publics, un immense chaos au bénéfice des financiers .



Une vieille obsession de la droite.

Le Sénat a voté une proposition de loi visant à instaurer un *service minimum dans les transports en commun pendant les grèves*.

Pour la CGT cette proposition « *revient non seulement à priver des centaines de milliers de salariés de l'exercice du droit de grève mais à nier l'essence même du droit de grève* ».

EDF, La Poste : l'offensive du gouvernement contre les services publics

Instrumentalisant la crise sanitaire, Philippe Wahl, PDG de la Poste, a proposé à l'Association des maires de France (AMF), qui semble en avoir accepté le principe, d'amender, sans attendre la fin de l'actuel contrat en 2023, le contrat de présence postale territoriale afin d'abaisser les charges de la Poste.

Il l'a fait avec le *soutien du Premier ministre, Jean Castex*.

Parallèlement, en s'appuyant sur les bénéficiaires historiques de la Poste, il a proposé fin décembre 2020 au conseil d'administration du groupe la Poste de se lancer dans une *politique résolue d'acquisitions à l'étranger afin de faire de la Poste une multinationale comme les autres*.

La remise en cause du service public postal n'obéit qu'à une seule logique : donner à son PDG les moyens d'engager le développement international de la Poste en la désengageant de ses missions de service public en France.

C'est pourquoi il a mis en place un « *comité des services publics* » présidé par l'ancien responsable du groupe Accor France. Ce comité, sans surprise, a souligné dans un *rapport de commande et totalement orienté que les missions du service public postal coûtent trop cher à l'État et à la Poste.*

Face à cette volonté de destruction du service public postal et cet appétit sans limite pour le profit, contraire aux valeurs et à l'histoire de la Poste au service de la collectivité nationale, l'USR CGT de Haute-Corse s'impliquera dans toutes les mobilisations, qu'elle souhaite les plus larges possible, pour défendre et améliorer ce bien commun que doit redevenir La Poste.

(article extrait de l'appel d'INDECOSA CGT)

Réforme des retraites : le duo Le Maire - Castex en remettent une couche

La réforme des retraites est à nouveau à l'agenda du gouvernement et de son improbable ministre de l'économie. Chez eux c'est une véritable lubie. *Ils ne veulent pas entendre ce qu'on leur a dit en 2019 et 2020 : leur réforme on n'en veut pas !*

Non seulement on rejette en bloc leur usine à gaz antisociale, mais, bien au contraire, nous voulons qu'**une Sécu entièrement restituée aux salariés et aux usagers, gérée par leurs représentants élus, assure l'intégralité de la protection sociale et notamment sa branche vieillesse.**

Nos retraites seront encore et toujours par annuités et répartition, intergénérationnelles et financées par les cotisations !

Les récentes décisions de gel des retraites complémentaires AGIRC-ARRCO, prouvent toute la nocivité des régimes à points.

Qu'en serait-il des millions de retraité-e-s avec un tel régime à points généralisé et indexé sur les résultats financiers d'une économie en pleine déroute ? Vraisemblablement une explosion de la pauvreté voire de la misère pour des millions d'entre nous !

L'indécence d'une ministre indigne de sa fonction

En s'appropriant les obsessions de l'extrême droite, Frédérique Vidal insulte tout un secteur d'études en sciences sociales, en commandant au CNRS une enquête sur «*l'islamo-gauchisme*» à l'université, qui a suscité la colère du monde de la recherche.

Ainsi, les présidents d'université, dénoncent «*une pseudo-notion qu'il conviendrait de laisser ... à l'extrême droite*».

Après la stupéfaction, le CNRS dans un communiqué condamne, «*les tentatives de délégitimation de différents champs de la recherche, comme les études postcoloniales, les études intersectionnelles ou les travaux sur le terme de « race », ou tout autre champ de la connaissance. La polémique actuelle autour de l'«islamo-gauchisme», l'exploitation politique qui en est faite, est emblématique d'une regrettable instrumentalisation de la science*».

Cette offensive aussi nauséabonde qu'obscurantiste est une preuve supplémentaire du **cours ultra réactionnaire** de tout un pan de l'exécutif, avec en particulier le **trio Darmanin, Blanquer et maintenant Frédérique Vidal** qui pourtant avait critiqué les élucubrations de Blanquer sur la supposée influence islamo-gauchiste dans la recherche universitaire .

Tout ça, sous l'oeil bienveillant de Macron et le sourire goguenard de Marine Le Pen.

L'ensemble du mouvement syndical, par delà ses divergences, doit s'opposer fermement à cette dangereuse dérive.

Notre syndicat des retraité-e-s CGT de Haute Corse **dénonce cet embryon de police de la pensée et apporte tout son soutien aux chercheurs** visés par ces émules du sinistre sénateur Mc Carthy.

Assurance- chômage, réforme antisociale.

L'urgence pour la ministre du travail c'est la baisse des allocations mais pas la taxation des entreprises abusant des contrats courts pourtant prévue par la réforme.

Denis Gravouil, négociateur CGT dénonce ce nouvel hold up :

« C'est formidable ! On va avoir une baisse des droits en plein été et en pleine crise. Le ministère instaure un plancher, mais peut-on vivre avec 659 euros par mois ? »



Retraites et retraité-e-s : état des lieux fin 2018

La DREES (1) dans son édition de 2020 dresse un bilan en perspective de la situation et de la place des retraité-e-s dans notre pays. Nous étions *16,4 millions de retraité-es au 31 décembre 2018 soit environ le quart de la population.*

Plus de 26% de ces retraité-e-s sont bénéficiaires d'une pension de réversion et, pour plus d'un million d'entre elles et eux, cette réversion constitue leur seule pension, 568 000 personnes ont une allocation de minimum vieillesse.

Le taux de pauvreté de l'ensemble des retraités est de 7 % en 2018, alors, qu'à la même date, il s'établissait à 14,1% pour la population totale. *Ce qui est une preuve de la solidité du système de répartition par annuités malgré des décennies de réformes libérales.*

Ces données cachent bien évidemment de très grandes disparités de revenus, de conditions de vie matérielle ou sociale. Ainsi, les pensions de retraite des femmes accusent un déficit de 41 % par rapport à celles des hommes, résultat de l'ignominieuse inégalité de traitement des salariées dans le monde du travail.

En moyenne pour chaque femme ce déficit se chiffre mensuellement à 845 € bruts de moins avec une pension de 1137 € bruts. Tout ceci pour une carrière complète bien sûr.

La pension de réversion assouplit la discrimination subie par les femmes puisque leur montant moyen de pension est relevé à 1398 € par mois, mais *demeure 28% inférieure à celle des hommes.*

Et ce n'est pas la réforme concoctée par la bande à Macron qui va améliorer le sort des retraitées.



Considéré sous l'angle de l'évolution des pensions entre 2017 et 2018 le rapport de la DREES donne la mesure des intentions de l'exécutif: *une revalorisation inférieure à l'inflation ajoutée à la hausse des taux de CSG a provoqué, en moins d'un an, une baisse de 3,7% des pensions.*

L'égalité femmes-hommes dans le logiciel macronien est un enfumage de plus qui tente de justifier la baisse généralisée des pensions .

Ainsi l'âge de départ à la retraite, autre aspect étudié par le DREES, a augmenté d'un an et 7 mois depuis 2010, et le fameux «âge pivot» en rajouterait 2 ou 3 de plus.

En 2018 l'âge moyen de départ à la retraite était de 62 ans et 5 mois pour les femmes et de 61 ans et 10 mois pour les hommes. *Les vagues successives de réformes juxtaposées aux salaires inférieurs et aux carrières disloquées ont donc pénalisé plus durement les femmes.*

Enfin si l'espérance de vie à la retraite est plus longue d'environ 4 ans pour les femmes, *il ne faut pas oublier que ce sont elles qui accusent des taux de pauvreté parmi les plus hauts lorsqu'elles se retrouvent seules.*

A propos d'espérance de vie, les moyennes cachent de grandes disparités de condition sous cet aspect. *Ainsi l'espérance de vie des plus aisés est de 13 ans supérieure à celle des plus modestes selon l'INSEE (PREMIÈRE n° 1687) .*

En conclusion, il est tout aussi urgent de se mobiliser pour défendre et améliorer notre système par répartition et annuités, qu'il est impératif de combattre massivement le projet gouvernemental de système à points et d'en finir avec les exonérations de cotisations.

(1) : direction de la recherche des études, de l'évaluation et des statistiques (ministère solidarités et santé)



L'Actu Hebdo de la CGT

Le soleil brillera-t-il sur nos vacances pour échapper à la réalité de cette sombre météo sociale qui persiste ?

Oublier que de gros nuages noirs s'amoncellent sur nos têtes.

Que la situation économique se détériore.

Que la vie, l'avenir, de millions de salariés ne valent pas grand-chose face au sacro-saint principe du profit. Décrire avec précision les rouages de ces choix politiques, leurs conséquences sur les salariés.

Est-ce vraiment nécessaire ?

Nombreux sont ceux qui s'en chargent avec zèle, prédisant l'imminence inéluctable d'une plus grande catastrophe encore, enfonçant chaque jour un peu plus le clou du fatalisme.

Nos esprits militants n'en sont pas épargnés.

L'impatience nous submerge au risque d'être tentés d'emprunter des raccourcis.

Au risque de ne pas voir que l'état d'esprit des salariés regorge d'intelligence, de conscience et d'attente.

Au risque de ne pas voir que leur mécontentement exprime avant tout la volonté de bonheur et que l'énergie qui est en eux ne demande qu'à surgir.

Les cris ne chassent pas les nuages : s'opposer, dénoncer ne suffit pas à dessiner une perspective mobilisatrice.

Au contraire, ils contribuent à démontrer l'écart qui existe entre les solutions que nous proposons et ce que nous sommes capables de faire, entretenant, du coup, le sentiment d'impuissance.

Il est donc urgent de sortir de la routine dans laquelle cette situation nous enferme, de faire la démonstration que notre organisation leur est utile et qu'ils y ont toute leur place.

Qu'ensemble, nous pouvons faire bouger les choses, même les plus grandes.

La com' à la gomme du gouvernement

On a pu mesurer à bien des égards, la capacité du gouvernement à entourer sa communication d'un halo d'ambiguïtés pour camoufler la portée réelle de ses politiques anti sociales.

Le dernier en date de ces enfumages concerne la « prime » pour les 400 000 travailleurs précaires éligibles à cette aide d'urgence, en laissant entendre, sans démentir les articles de presse qui en faisait état, que toutes ces personnes auraient reçu 900 €.

Ce qui est évidemment faux. L'aide en question consiste à combler un trop faible revenu par une allocation permettant d'atteindre les 900 €.

De plus, pour ajouter un zeste d'incertitude à la confusion, d'innombrables erreurs ont émaillé le déploiement du dispositif : des personnes qui auraient dû bénéficier de l'aide n'ont rien reçu, alors que d'autres, non éligibles, en ont été créditées. Une belle pagaille ... une de plus.

« Autant vous dire que les agents sont complètement perdus », s'alarme Sylvie Espagnol de la CGT Pôle Emploi. « Ils doivent s'approprier des calculs et des conditions de versements. Et évidemment, répondre aux demandeurs d'emploi qui se posent des questions. Il faut être capable de leur expliquer pourquoi ils n'ont pas reçu l'aide financière »

Ce sont encore les premiers de corvée qui vont trinquer ... mais la révolte gronde ! Reste à la concrétiser dans un grand mouvement d'ensemble.

